Social : les inégalités de revenus se réduisent

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4497>

DOI : 10.4000/rea.4497

ISBN : 978-2-8218-1424-0

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2012

Pagination : 35-37

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Social : les inégalités de revenus se réduisent », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 107 | décembre 2012, mis en ligne le 14 janvier 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4497>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Social : les inégalités de revenus se réduisent

Isabelle Bourgeois

- 1 En Allemagne, le risque de pauvreté ne s'est pas accru depuis la grande récession de 2009. Quant aux réformes *Hartz*, elles n'ont pas augmenté les inégalités de revenus en Allemagne, contrairement à ce qu'on pourrait être tenté de penser.

Le risque de pauvreté est stable depuis 2008 (Destatis)

- 2 Selon Destatis, le risque de pauvreté est resté pratiquement au même niveau entre 2008 et 2010, se situant à 15,5 % (2008), puis 15,6 % et enfin 15,8 % (2010). Ce risque concerne les personnes qui, après transferts sociaux, ont des revenus inférieurs à 60 % du revenu médian, soit 11 426 € par an pour un célibataire en 2010 et 23 994 € pour un couple avec deux enfants selon la méthode de calcul de Destatis qui prend pour base l'enquête *Mikrozensus*. Comme en France, la catégorie de ménages de loin la plus exposée au risque de pauvreté est celle des parents isolés et de leurs enfants (37,1 % en Allemagne). Les personnes les moins exposées (8,7 % seulement) sont les couples avec deux enfants de moins de 18 ans (ou de moins de 24 ans s'il s'agit par exemple d'étudiants vivant sous le toit de leurs parents).

Allemagne. Risque de pauvreté *) après transferts sociaux en 2010

Age/sexe		Type de ménage	
Total	15,8 %	Ménages sans enfants	17,5 %
femmes	16,8 %	célibataires de moins de 65 ans	36,1 %
hommes	14,9 %	célibataires de 65 ans et +	24,1 %

< 18 ans	15,6 %	couples de moins de 65 ans	11,3 %
femmes	16,8 %		
hommes	14,6 %		
18-64 ans	16,4 %	Ménages avec enfants	13,7 %
femmes	17,0 %	couple avec deux enfants	8,7 %
hommes	15,9 %	foyer monoparental	37,1 %

Source des données : Destatis (communiqué n° 362 du 17-10-2012). Données extraites de *Leben in Europa 2011*. Base des données : *Mikrozensus*, 13 512 foyers (24 220 personnes de plus de 16 ans). *) Risque de pauvreté : 60 % du salaire médian.

- 3 Ces données proviennent de l'enquête UE-SILC à laquelle participe Destatis comme tous les autres instituts statistiques de l'UE, et qui constituent la base des statistiques publiées par Eurostat. D'autres enquêtes et études existent à l'échelon national ; elles permettent d'avoir une lecture beaucoup plus fine de l'évolution des revenus et du risque de pauvreté. En ce qui concerne l'Allemagne, la plus réputée est l'enquête SOEP menée tous les ans depuis 1984 auprès de 11 000 foyers (toujours les mêmes) par TNS INFRATEST Sozialforschung. Elle sert de base statistique aux études et analyses que réalise notamment l'Institut DIW (Berlin).

Les inégalités se sont réduites à l'ouest (DIW)

- 4 Destatis se contente de publier des statistiques brutes, c'est-à-dire sans fournir les clés permettant de les interpréter. L'institut DIW, par contre, replace les résultats des enquêtes SOEP dans leur contexte, ce qui permet de mieux comprendre les évolutions constatées. Il vient ainsi de publier une analyse de la distribution des revenus et de l'évolution du risque de pauvreté depuis 2005 (*DIW Wochenbericht*, n° 43, 2012). Elle révèle que les revenus issus du travail ont considérablement augmenté depuis, et que les revenus disponibles se sont accrus. Elle révèle également que les inégalités en matière de revenus se sont réduites au cours des années passées, à l'ouest un peu plus qu'à l'est et que, de ce fait, le risque de pauvreté est resté globalement au même niveau depuis 2009 dans l'ensemble de l'Allemagne.

Revenus issus du travail : des variations dues aux fluctuations de l'emploi

- 5 Alors qu'entre 1991 et 1998, les revenus issus du travail (et assimilés) étaient restés pratiquement au même niveau, qu'ensuite ils s'étaient accrus nettement avant de baisser à nouveau jusqu'en 2005, ils ont augmenté de 4 % à l'ouest et de 20 % à l'est entre 2005 et 2009. Le creux enregistré en 2005 s'explique principalement par la détérioration du marché de l'emploi, plus nette à l'est qu'à l'ouest. Alors qu'à l'ouest, les revenus baissaient de 4 % au cours de la période 1999-2005, dans les nouveaux Länder, particulièrement affectés par la montée du chômage, ils diminuaient de 13 %.

- 6 Or la reprise conjoncturelle et, surtout, les réformes du marché du travail et de la protection chômage engagées dans le cadre de l'*Agenda 2010* (voir dans ce numéro), se sont traduites par un net recul du chômage, menant à une inversion de tendance : ainsi, à l'ouest, les revenus issus du travail ont augmenté de 4 % entre 2005 et 2010, retrouvant leur niveau de 2000. À l'est, où le chômage avait plus fortement reculé en comparaison, ils se sont accrus de 20 %, ce qui place aujourd'hui le niveau est-allemand des revenus issus du travail à 71 % de celui de l'ouest.

Revenus disponibles en hausse entre 2005 et 2010

- 7 L'évolution des revenus disponibles a suivi le même cheminement en trois étapes : jusqu'en 1999, les revenus réels par unité de consommation ont fortement augmenté à l'est, poursuivant leur rattrapage par rapport au niveau de l'ouest où ils n'ont que peu augmenté durant la même période. Ensuite, jusqu'en 2005, ils stagnent à l'ouest et reculent de 6 % à l'est. Puis, dans l'ensemble de l'Allemagne, ils ont à nouveau été en hausse entre 2005 et 2010, progressant de 3 % (données corrigées de l'inflation) à l'ouest et même de 7 % à l'est. C'est là l'effet de la profonde stabilité de l'emploi même au plus fort de la récession historique de 2008/09 (voir REA 104/2012).

2009/10 : stagnation en haut, hausse dans le bas de l'échelle

- 8 Sur la période 2009-2010, on observe de grandes différences dans l'évolution entre les diverses catégories de revenus. D'un côté, les revenus moyens et supérieurs ont stagné, ce qui s'explique principalement par la baisse des revenus issus du patrimoine dans cette catégorie. De l'autre côté, en revanche, les tranches de revenus inférieures (les 40 % inférieurs), ont vu leurs revenus disponibles augmenter de 2 % en termes réels, soit « *nettement plus que la moyenne* ». Cette hausse a principalement deux origines : la progression des salaires conventionnels de branche a été particulièrement prononcée après la récession et, plus important encore, le nombre d'actifs occupés s'est accru de 700 000 (dont quelque 550 000 occupant un emploi soumis à cotisations sociales). Dans les tranches inférieures, ce sont donc essentiellement les revenus issus du travail qui ont tiré les revenus disponibles.

Les inégalités se réduisent, mais restent plus nettes à l'est

- 9 Les inégalités de revenus (mesurées par le coefficient de Gini) se sont réduites au fil du temps. Alors qu'elles s'étaient accrues entre l'ouest et l'est durant les années de transition économique dans les nouveaux Länder, elles ont commencé à diminuer avec le retour de la croissance après 2005 et l'embellie sur le marché de l'emploi qui a suivi. Cette diminution est particulièrement nette à l'est (le coefficient de Gini y a baissé de près de 9 %, contre 3 % seulement à l'ouest). Les inégalités restent néanmoins plus prononcées à l'est ; le taux d'activité y demeure en effet inférieur, et le nombre de retraités y est supérieur. S'y ajoute la structure même des emplois qui sont souvent moins qualifiés, et donc moins rémunérés (voir REA 98-99/2010).

Risque de pauvreté stable depuis 2005, mais plus prononcé à l'est

- 10 Quant au risque de pauvreté, il s'est stabilisé à un niveau relativement élevé depuis 2005. Selon les critères retenus dans le cadre de l'enquête SOEP, le seuil des 60 % du revenu médian se situe à 990 € par mois (il est donc plus élevé que dans la définition de Destatis, où il est de 952 €). La moyenne du nombre de personnes concernées dans l'ensemble de l'Allemagne (14 %) masque, comme dans le cas des données de Destatis, de grandes disparités par sexe ou type de foyer ; mais le DIW tient compte également des disparités géographiques. Celles-ci sont en effet fondamentales pour mieux comprendre la nature des inégalités est/ouest qui relèvent en grande partie des séquelles de la transformation de l'ex-RDA. Pour des raisons structurelles, le taux de risque de pauvreté reste donc nettement plus élevé à l'est qu'à l'ouest (20 % au lieu de 14 %) : un plus fort taux de chômage, un niveau inférieur des salaires, à quoi s'ajoute le fait que les revenus issus du patrimoine y sont inférieurs eux aussi, les Allemands de l'est ayant moins de patrimoine que ceux de l'ouest.

Il frappe surtout les parents isolés et leurs enfants

- 11 Les foyers monoparentaux élevant deux enfants ou plus sont de loin les plus menacés (près de la moitié du total), suivis des foyers monoparentaux à un enfant (un tiers). C'est là, comme partout ailleurs, le reflet de la difficulté à concilier vies professionnelle et familiale quand on est seul à élever son (ses) enfant(s). Au total, ce sont bien la situation des parents et la structure du foyer familial qui sont le facteur déterminant expliquant le taux élevé de risque de pauvreté chez les enfants et adolescents. A l'opposé, les moins menacés sont les couples (mariés ou non) en âge de travailler et qui n'ont pas d'enfant ou un seul (un peu moins de 6 %) ; dans ces foyers, généralement, les deux conjoints travaillent. Le risque est élevé aussi chez les retraités célibataires (22 %), surtout chez les veuves. Phénomène nouveau, le risque s'est accru chez les retraités est-allemands (plus de 65 ans) : le taux est passé de 9,5 % en 2003 à désormais 15 %. La hausse s'explique par la baisse comparative des pensions de retraite (régime légal) que perçoivent les nouveaux retraités : ils sont soumis au même régime (normal) qu'à l'ouest, alors que la génération précédente de retraités bénéficiait du régime de transition, plus généreux, lié à l'unification.

Il caractérise aussi la transition vers la vie active

- 12 Enfin, sont plus menacés du risque de pauvreté que d'autres les jeunes adultes (18-24 ans). Chez eux, le taux atteint 19 %. S'il est important, il est de nature transitoire. Il reflète en effet d'une part l'augmentation du nombre d'inscriptions à l'université qui retarde d'autant le début de la vie active ; d'autre part l'enchaînement de stages et de petits boulots préparant ensuite l'insertion professionnelle (la moitié des jeunes de cette tranche d'âge travaillent dans le segment à bas salaires). Enfin, c'est à cet âge que les jeunes adultes quittent le foyer parental, ce qui s'accompagne généralement d'une baisse passagère du standard de vie.

Les inégalités ont des causes structurelles

- 13 Autrement dit, entre 2005 et 2010, ni la disparité des revenus, ni le risque de pauvreté n'ont significativement augmenté. La stabilisation des taux afférents s'explique par la bonne tenue du marché de l'emploi et la croissance de l'emploi, y compris dans le segment des bas salaires. Et si le risque de pauvreté reste malgré tout relativement élevé en comparaison internationale, cela est dû au vieillissement démographique (forte proportion du nombre de veuves), à l'augmentation des inscriptions à l'université et autres établissements d'enseignement supérieur (hausse des qualifications) et, avant tout – comme en France – aux mutations du modèle familial (hausse du nombre de foyers monoparentaux).
-

INDEX

Mots-clés : société, inégalités, niveau de vie, revenu, salaire, pauvreté, conditions de vie, famille, groupe social